

marginaliser toute autre perspective. La situation géographique a une incidence considérable : le courant principal de la discipline est totalement dominé par la région de l'Atlantique Nord — en particulier les États-Unis et l'Europe — en matière de prestige, d'influence et de capacité à déterminer le contenu et l'orientation de la discipline. Les considérables connaissances, idées et contributions à l'analyse économique de la part d'économistes situés dans les pays de la grande majorité du monde sont en grande partie ignorées, car il est implicitement reconnu que les « réelles » connaissances proviennent de l'hémisphère Nord pour être disséminées vers le reste du monde.

L'arrogance à l'égard d'autres disciplines est un inconvénient majeur : elle s'exprime notamment par l'absence d'un sens aigu de l'histoire qui devrait imprégner toute l'analyse sociale et économique actuelle. Les économistes ont récemment suivi la mode de s'intéresser à la psychologie, avec l'essor de l'économie comportementale et des « coups de pouce » visant à induire certains comportements. Mais là encore, cette démarche est souvent présentée hors de tout contexte historique, sans tenir compte des différentes situations sociales et politiques. Les évaluations aléatoires fondées sur le point de vue du ver de terre, par exemple, si répandues désormais en économie du développement, poussent à abandonner l'étude des processus évolutifs et des tendances macroéconomiques, pour se concentrer sur les inclinaisons microéconomiques qui effacent effectivement le cadre et le contexte à l'origine des comportements et des réponses économiques. Les fondements sous-jacents et très problématiques de l'individualisme méthodologique persistent, en grande partie parce que peu d'économistes contemporains tentent une évaluation philosophique de leurs propres démarche et travail.

Ces failles ont considérablement appauvri la science économique et, sans surprise, réduit sa crédibilité et sa légitimité auprès du grand public. La discipline dominante a cruellement besoin d'une plus grande dose d'humilité, d'un meilleur sens de la perspective historique et de la reconnaissance des inégalités de pouvoir, ainsi que d'un vif encouragement à la diversité. Il est évident que la science économique doit profondément se transformer si elle veut vraiment devenir suffisamment pertinente et utile pour relever les grands défis de notre époque.

Diane Coyle

Des évolutions économiques fondamentales obligent à s'écarter d'une science économique simplificatrice

L'économie des années 2020 est à des années-lumière de celle du milieu du XX^e siècle, lorsqu'ont été mis au point la plupart des outils habituels encore utilisés par les économistes.

L'institutionnalisation de la science économique dans les années 50 et 60 s'est faite dans un contexte où le secteur manufacturier était le moteur de la croissance et de l'emploi et produisait des biens standardisés, et où le commerce était dominé par des produits finis plutôt que par des composants. Les principes économiques keynésiens ont déterminé les catégories de statistiques recueillies dans le système de comptabilité nationale et dans les modèles linéaires d'entrées-sorties, ainsi que dans les modèles macroéconomiques nouvellement élaborés par les économétristes.

Nombre de ceux qui occupent aujourd'hui des fonctions publiques de premier plan se sont formés à la science économique dans des manuels et des cours fondés sur cette économie relativement ordonnée. Plus précisément, le cadre d'évaluation des politiques publiques reposait sur les théorèmes fondamentaux de « l'économie du bien-être », cette branche de la discipline qui s'interroge sur le caractère souhaitable ou non des résultats économiques. Selon cette théorie, les résultats du marché sont les meilleurs qui puissent être atteints — à condition que se vérifient certaines hypothèses fondamentales.

Inutile de dire que c'est rarement le cas. Pour que la théorie soit valable, par exemple, les personnes doivent avoir des préférences immuables — même pour des choses qui n'existent pas encore. Tous les biens doivent être « rivaux », c'est-à-dire ne pouvoir être consommés que par une seule personne, alors que nombre d'entre eux sont non rivaux, qu'il s'agisse de l'atmosphère, des voies publiques ou des films numériques. Il ne doit pas y avoir d'externalités telles que la pollution ou les émissions de CO₂. Aucune entreprise ne peut avoir de pouvoir de marché — la concurrence doit être parfaite — et les rendements d'échelle doivent être constants à mesure que les niveaux de production augmentent. Par ailleurs, dans les années 70, le lauréat du prix Nobel Kenneth Arrow a démontré son « théorème de l'impossibilité », selon lequel il n'est jamais possible (à partir d'hypothèses très raisonnables) de déterminer le bien-être de la société dans son ensemble en additionnant le bien-être de chacun de ses individus.

Il est temps de changer

Ainsi, depuis au moins 40 à 50 ans, l'absence d'une théorie économique du bien-être solidement ancrée constitue un vide embarrassant en science économique. Les décideurs doivent choisir ce qui leur paraît la meilleure ligne de

DIANE COYLE
est professeure
titulaire de la
chaire Bennett de
politique publique
à l'université de
Cambridge.



conduite pour leur société, en recourant aux meilleurs outils mis à leur disposition par la science économique. L'un de ces outils, très utilisé, est l'analyse des coûts et des avantages ; un autre consiste simplement à avoir pour objectif d'accélérer la croissance économique, car elle permet d'élever le niveau de vie. Pour reprendre une vieille plaisanterie, les outils économiques fonctionnent en pratique, même s'ils ne fonctionnent pas en théorie.

Mais ils ont atteint leurs limites. Il est temps de remettre à plat l'économie du bien-être. Il convient pour cela de s'écarter des hypothèses simplistes qui ont forgé la vision du monde inculquée à des générations de décideurs économiques. Le moment est venu, parce que l'économie a connu des transformations si fondamentales que la science économique doit suivre le mouvement.

Parmi les évolutions les plus évidentes, il est urgent de s'attaquer à la crise environnementale. Le changement climatique et la perte de biodiversité sont deux facteurs qui mettent en péril la prospérité économique future, sans parler de la menace potentielle pour notre existence. Au milieu du XX^e siècle, la contrainte réelle à laquelle était soumise la croissance économique était la pénurie de capital physique et humain, qui dans les deux cas a nécessité des investissements considérables après la guerre. Au milieu du XXI^e siècle, c'est la nature qui sera la contrainte réelle. Les économistes doivent s'efforcer sans tarder d'établir des statistiques sur le capital naturel, d'élaborer de nouvelles méthodes pour mesurer le coût social des services de la nature et, surtout, d'intégrer judicieusement la question de la nature dans nos analyses de l'économie humaine plutôt que de la reléguer au niveau d'« externalités » isolées.

Le modèle de pensée par défaut qui prévaut actuellement, celui d'une économie manufacturière concurrentielle à rendements constants, est tout autant mis à mal par une autre évolution moins évidente, celle de la structure de la production. La

« Il est temps de remettre à plat l'économie du bien-être. Il convient pour cela de s'écarter des hypothèses simplistes qui ont forgé la vision du monde inculquée à des générations de décideurs économiques. »

production d'aujourd'hui est extrêmement mondialisée, même après les chocs subis ces dernières années. Elle est de plus en plus immatérielle (même si en valeur économique ajoutée, les intrants matériels restent tout aussi déterminants). La production mondiale est rendue possible grâce à la communication et à la logistique numériques, et les plateformes numériques deviennent le modèle commercial dominant.

Cela signifie que les économies d'échelle sont omniprésentes, encore plus intenses que dans des secteurs plus anciens tels que la sidérurgie et la construction aéronautique. Dans de nombreux pays et de nombreux secteurs, un petit nombre d'entreprises détiennent un pouvoir de marché considérable. Il est pratiquement impossible de localiser avec précision le lieu de création de valeur, compte tenu de la circulation phénoménale de données et d'idées le long des câbles de fibres optiques. Le développement rapide et continu de l'intelligence artificielle signifie que cette transition technologique va perdurer. Il n'existe pas de définitions ni de statistiques pour surveiller l'économie, et les gouvernements éprouvent des difficultés à collecter les impôts et à réglementer les activités des entreprises.

La nouvelle science économique

Les économistes universitaires se rendent bien compte que l'économie est en pleine mutation, et de nombreux travaux de recherche passionnants sont en cours. Mais il n'existe pas encore d'équivalent au XXI^e siècle de la vision de Keynes sur le fonctionnement de l'économie dans son ensemble, ni de statistiques permettant de la mesurer et de prévoir son évolution. Et donc les économistes — surtout s'ils travaillent sur les politiques publiques et leurs exigences pratiques — s'en tiennent à l'ancien modèle de pensée.

Tel est donc le défi que doit relever la profession d'économiste (comme je l'explique dans mon livre *Cogs and Monsters*). Comment les économistes doivent-ils analyser une économie mondiale nettement non linéaire, interdépendante et immatérielle, qui concentre le pouvoir de marché et fait apparaître de nouvelles inégalités ? Qu'entend-on par « bons résultats » dans cette économie numérique et immatérielle, mais limitée par la nature ? Que faut-il mesurer pour pouvoir le déterminer ? Surtout, si la science économique se veut utile, quels nouveaux outils peuvent apporter les économistes pour aider les pouvoirs publics à prendre leurs décisions ?